

Le capitalisme est un système, peut être plus que les précédents, fondamentalement contradictoire au sens des fondements d'un système. Cela signifie qu'il produit à la fois les conditions de sa reproduction, de son développement, et les conditions du dépassement de ses limites qui sont pour lui aussi autant d'opportunités pour dépasser ces limites. Il repousse ainsi ces/ses limites en étant capable de générer des solutions en son sein même sur la base même du/des problème/s qu'il produit, mais sous une seule logique, l'accroissement de la valeur du capital (cf le niveau du CAC40).

La Covid a fait se rencontrer 2 crises, celles de écosystèmes et celle des politiques de santé au point de faire perdre de vue que la vaccination est surtout une réponse à la saturation et à l'épuisement de l'hôpital plutôt qu'une réponse médicale : c'est parce que les services d'urgence et de réanimation étaient/sont en passe de s'effondrer qu'il faut se vacciner. Il n'en reste pas moins que si les recherches sur les ARn sont anciennes, cette épidémie a joué comme un accélérateur : nouvelle opportunité de profits, réponse épidémiologique, limite de la gestion hospitalière dominante.

1/ nouvelle opportunité de profits, rien de nouveau c'est pareil dans l'énergie, le transport, le spatial (cf Munk, Bezos, Brandson...) l'alimentation par exemple

2/ réponse épidémiologique comme cela a été contre la rage, la tuberculose, la poliomyélite, la variole etc. Maintenant comme avant les problèmes humains ont été des opportunités pour les entreprises. Ce qui doit être questionné ce sont les fondements de cette réponse plutôt que ces effets, attendus et bien connus. Nous sous-estimons la rupture du régime de croissance des années 80 avec le passage d'un capitalisme industriel dont la performance s'évaluait aux parts de marché détenus, à un capitalisme financier fondé sur la performance boursière future.

3/ une logique hospitalière et médicale fondée sur la taille plutôt que la proximité, des produits industriels fabriqués en grande série pour être compatible avec la logique de rendements ou d'économie d'échelle avec garantie de paiement par la puissance publique. Cela ne veut pas dire que cela ne soigne pas mais que cela est exclusif d'autres pratiques. Cela se fait aussi au détriment d'une réflexion collective sur la nécessaire allocation de ressources appelée par une contestation du modèle dominant : il ne sert à rien d'ouvrir des lits supplémentaires s'ils ne sont pas utilisés, pas tellement pour des raisons de coûts mais parce qu'il n'y a pas de matériels sans personnels compétents et que sans pratique (cf les services de maternité par exemple), il n'y a pas de compétences acquises.

* Le nucléaire et énergie renouvelable

1/ énergie abondante permettant de réduire les émissions de gaz à effet de serre mais , pour le nucléaire de fission, générant des déchets problématiques à éliminer (sauf pour la fusion), et pour le photovoltaïque crée des tensions sur les ressources de base et le recyclage.

2/ permet/ permettrait aux pays, en particulier en développement, de répondre aux besoins des populations – besoins de bases mais aussi ceux produits par le mode de consommation dominant (d'où un nouvel enjeu sur la réponse) – réduisant la consommation des énergies fossiles, mais ce faisant étend le mode de croissance dominant

3/ car tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre, il offre de nouveaux champs de mise en valeur du capital sans questionner/contester les fondements de celle-ci. Ainsi le capital peut rebondir alors que le précédent régime de croissance (fossile) s'épuise.

* Régime alimentaire

1/ fondé sur une industrie intensive recherchant les rendements d'échelle, que ce soit dans l'élevage ou l'agriculture

2/ s'articule à une consommation de masse permettant de contrôler la masse salariale du système (petit prix vs petit salaire) afin de dégager sur l'ensemble des intermédiaires de la filière les marges nécessaires à la valorisation boursière.

3/ pression sur les producteurs (eux aussi intéressés par ces rendements à condition d'être dans les premiers, d'où une course à la taille pour soutenir les rendements).

4/ ce régime s'épuise du fait des rendements en baisse et de nouvelles questions sociétales sur notre rapport à l'environnement. Besoin de nouvelles opportunités et donc de s'appuyer sur ces nouvelles questions pour repousser les limites précédentes sans remettre en cause leur fondement (valorisation du capital) ; véganisme et végétarisme sont deux opportunités pour rebondir selon les mêmes principes et les mêmes mécanismes en s'appuyant sur des questionnements légitimes quoique parfois intégristes : on remplace l'élevage intensif par l'accroissement des surfaces agricoles pour ce nouvel eldorado du soja et autres bio produits, au détriment des cultures locales et vivrières, des écosystèmes.

* La Covid-19

1/ des écosystèmes sous pression limitant les territoires des espèces animales et végétales et donc favorisant « la recherche » de nouveaux espaces, des programmes de recherche sans débats sans questionnement public concernant ses fondements et ses objectifs avec les personnes concernées (chercheurs, salariés, élus, populations ... Callon, M., Lascoumes P. et Barthe Y., 2001, *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*. Points-Essais, Editions du Seuil, Paris.), un système de santé, hospitalier en particulier, épuisé

2/ depuis 40 ans au moins le discours et les pratiques économique et politique ont construit un modèle de gestion fondé sur celui des entreprises, non seulement sans questionner les fondements et la légitimité de celui-ci, mais en gardant sous silence son lien avec le développement des marchés financiers devenus l'alpha et l'oméga de la bonne gestion. Le secteur public, lui-même sans questionnement sur sa nécessaire évolution, a été redéployé, dans la santé surtout, selon ce nouveau modèle. On a confondu la nécessaire

évaluation/appréciation de son efficacité et son efficience avec la mise en place d'un système de gestion d'inspiration marchande, permettant aux capitaux privés d'investir ce nouveau champ aidé par l'incapacité du système public à se questionner lui-même (ce qui ne veut pas dire que personne ne le questionnait mais que collectivement nous n'avons pas été de porter politiquement et socialement ces questions/solutions au point de les imposer.

3/ une absence de débats et perspectives audibles concernant les questions de financement et d'allocation des ressources.

On a donc toujours un double mouvement, une dialectique, les limites d'un mode croissance sont aussi les sources d'opportunités pour les dépasser ; les limites du capitalisme sont ses limites liées à son fondement de création de valeur pour elle-même mais aussi ces limites qui sont des opportunités. Le défi est que ces limites sont autant des opportunités pour le capital que des opportunités pour le dépasser. Force est de constater que les classes dominantes sont plus aptes à identifier les opportunités que nous à construire les conditions de leur dépassement (On devrait s'inspirer du constant qu'au 17^{iem} au 19^{iem} siècle, la lutte politique et économique fut gagnée par ceux qui imposèrent une conception de la propriété établie sur le primat de la valeur économique sur les droits communs et coutumiers ; Meiksins-Wood, 2014 : 563). La force du capitalisme c'est sa plasticité, il apporte à la fois des problèmes et des solutions qui préservent ses fondement tout en créant de nouvelles contraintes (cf les voitures électriques et la question des batteries et des terres rares).

Dans son essai sur l'épistémologie des sciences sociales Testart identifie deux régimes de liberté :

- La liberté est inaliénable mais alors elle est limitée par celle d'autrui (je suis libre de ne pas me faire vacciner mais suis-je libre de contaminer les autres ? Ou d'occuper un lit de réanimation à la place de quelqu'un d'autre)
- La liberté est aliénable mais elle n'est limitée par rien si ce n'est les conditions de naissance (je fais ce que je veux mais alors je dois accepter de ne pas être prioritaire, de payer pour les soins etc.)

La liberté n'existe pas naturellement ou alors elle s'appelle hasard, sélection naturelle. C'est donc une ambition, une autre manière d'imaginer agir ensemble.

Le capitalisme n'a pas être condamné ou loué ; ce n'est pas une chose ou un objet extérieur à ce que nous sommes. C'est un rapport social. Il n'est donc pas étranger à nous, extérieur aux humains. Il est nous et nous sommes lui de part les rapports sociaux qui nous lient (Cf Marcuse), il n'y a pas d'extériorité ni par rapport à la nature, ni par rapport au capitalisme :

- o « Cette sommes de forces de production, de capitaux, de formes de relations sociales, que chaque individu et chaque génération trouvent comme des données existantes, est la base concrète de ce que les philosophes se sont représentés comme « substance » et « essence de l'homme » ... » (Marx, L'Idéologie Allemande, 1976b, p. 39)

- o « il voit en lui non un aboutissement historique, mais le point de départ de l'histoire, parce qu'ils considèrent cet individu comme quelque chose de naturel, conforme à leur conception de la nature humaine, non comme un produit de l'histoire, mais comme une donnée de la nature » (Marx, Contribution à la critique de l'économie politique, 1972, p. 149)
- o un individu est produit car « *produisant en société – donc une production des individus qui est socialement déterminée* » (Marx, Manuscrits de 1857-1858, Grundrisse, Tome 1, 1980, p. 17) .
- o « *la personnalité est une biographie au sein d'une histoire : déploiement d'activité dans l'évolution humaine, son essence est temporelle* » [(Sève, Penser avec Marx aujourd'hui Tome 2 L'Homme, 2008, p. 486) ; souligné par nous].
- o l'essence de celui-ci dans « *l'ensemble des rapports sociaux* » (Marx, L'Idéologie Allemande, 1976b, p. 3).
- o « *L'homme est au sens le plus littéral du terme, un [« animal politique » l'expression est d'Aristote], non seulement un animal sociable, mais un animal qui ne peut se constituer comme individu singulier que dans la société. (...) Quand donc nous parlons de production, c'est toujours de la production à une stade déterminé du développement social qu'il s'agit – de la production d'individus sociaux* » (Marx, Manuscrits de 1857-1858, Grundrisse, Tome 1, 1980, pp. 18-19). Voir aussi (Marx, Manuscrits de 1857-1858, Grundrisse, Tome 1, 1980, pp. 20-46, 264) et (Marx, L'Idéologie Allemande, 1976b, pp. 444-445).

La crise de la Covid à travers les vaccins illustre et souligne les difficultés qu'il y a à penser ses/ces contradictions du capitalisme :

- C'est une opportunité pour de nouveaux champs de mise en valeur du capital (comme l'électrique, le solaire, les circuits courts...)
- C'est une réponse efficace à une épidémie avec son lot de morts et de souffrances
- C'est un enjeu sur la manière et les critères dont doivent/devraient être allouées les ressources
- C'est un questionnement sur notre place vis-à-vis des autres, notre responsabilité en tant que citoyen mais aussi salarié quand on bénéficie de produits à bas prix car on ne développe pas les luttes pour le pouvoir d'achat, luttes qui seraient inutiles si elles n'interpellent pas aussi le mode de croissance et de financement autant que les échanges internationaux.

Il me semble que nous sommes au cœur d'une crise du mode de production capitaliste dont les prémisses apparaissent au travers du développement même de celui-ci et des interpellations dont il est l'objet.

Marx définit un mode de production comme une relation dialectique, et donc contradictoire, entre un rapport de production et des forces productives. Le premier caractérise les rapports sociaux entre les hommes dans la satisfaction de leurs besoins ; les secondes expriment les rapports des hommes à leurs environnements, donc les moyens qu'ils développent pour répondre à leurs besoins. Les rapports de production capitalistes se définissent par le salariat et la loi de la valeur comme mesure des richesses :

« dans la production sociale de leur existence, les hommes entrent en des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté, rapports de production qui correspondent à un degré de développement déterminé de leurs forces productives matérielles. (...) A un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors » (préface à la Contribution à la critique de l'économie politique, page 4, Editions Sociales, 1972).

Cela rejoint d'autres débats comme celui sur les organismes génétiquement modifiés qui soulève la question de la propriété privée avec de fortes similitudes avec des questions posées par la réponse vaccinale à la Covid. Le problème est moins celui de la santé, même si cela est important, que celui de qui décide quoi. Le fait de détenir un droit privé sur l'usage des semences agricoles pose le problème du droit à la nourriture et donc du contrôle de la chaîne alimentaire. Ainsi, la question des essais en plein champ est à traiter au regard du droit des propriétaires des semences OGM sur la production non OGM dans le cas où les premières auraient « contaminé » les récoltes non OGM. En effet, la propriété privée des OGM impose l'appropriation privée de toute récolte contaminée afin de protéger les brevets déposés sur les semences OGM. Autrement dit, la question se pose du contrôle de la chaîne alimentaire et de l'indépendance des producteurs. Ce débat est à relier à celui qui traite des conditions du partage des résultats des recherches menées en coopération dans la mesure où si des sociétés mutualisent des moyens en recherche et développement, elles sont confrontées à la question de savoir à qui appartiennent les résultats de ces recherches quand des débouchés marchands sont identifiés. En effet, ces débouchés sont satisfaits dans un cadre privé lié à la stratégie de la firme et à son financement. La propriété privée a une histoire, c'est-à-dire une justification. Ce débat s'inscrit dans l'héritage d'une pensée commune qui est celle posée au 13^e - 14^e siècle par Thomas d'Aquin qui pose que le bien de la partie doit être subordonné au bien du tout (Béraud et Faccarello, 1992, p 26, Nouvelles Histoire de la Pensée Economique – NHPE –) : « La finalité propre de l'espèce s'incarne dans le bien de la société qui ne se réduit pas plus à la somme des biens des individus que la société n'est elle-même réductible à la somme des individus ». Ainsi la propriété privée ne se justifie que parce qu'elle permet à chacun d'être mieux encore les mandataires et intendants de « Dieu » : chacun gère ses biens non en fonction des ses intérêts propres mais selon ceux de la communauté (p 33). Toutefois, avec les OGM la question qui se pose est celle de la légitimité de la propriété privée quand elle touche au vivant (voir les débats autour de la brevetabilité du vivant à l'issue du séquençage de l'ADN), à la santé ou au contrôle de la satisfaction des besoins alimentaires.

Tout ceci questionne (encore) la démocratie. Loin de renvoyer l'Etat comme forme d'organisation collective à la poubelle en appelant à l'intervention de chacun, l'intervention de chacun est nécessaire pour définir de quelle forme d'organisation collective nous avons besoin pour assurer la régulation d'ensemble. Il s'agit en ce sens d'un garant que notre

projet collectif soit assuré et non escamoté ou accaparé par une minorité. Notre expression citoyenne ne doit pas opposer l'individu, la personne à l'Etat mais au contraire s'assurer que ce dernier joue bien son rôle d'accompagnateur de notre projet collectif.

Cela nous oblige à (re)penser notre rapport à la nature et le fait « *d'être privé du rapport naturel à ces objets essentiels que sont, pour un homme, les choses de la nature et les autres hommes* » (Fischbach, 2014 :67). Autrement dit, quel rapport social de production de nos vies voulons-nous construire ? En affirmant que « *la nature est son [de l'homme] propre corps avec lequel il faut qu'il demeure dans un processus continu pour ne pas mourir* » (Marx, 1972 cité par Fischbach, 2014 :69) et « *que la nature n'existe pour les hommes que par l'intermédiaire de l'activité sociale par laquelle ils se l'approprient et la transforment* » (idem : 73) nous considérons qu'opposer l'homme à son environnement, y compris pour critiquer le modèle productiviste de croissance dominé par le « *mythe d'une puissance humaine prométhéenne de maîtrise et de domination de la nature* » (idem : 78), mène à une impasse car refusant tout place à l'homme. Ce défi nous oblige à comprendre le rapport social dans lequel nous inscrivons notre activité et qui se caractérise par la séparation de la majorité des hommes des conditions d'exercice de « leur propre puissance d'agir ».

Les débats que j'ai évoqué ont un point commun car ils touchent tous de près ou de loin à la transition écologique. La transition écologique devrait être considérée et revendiquée comme étant le mouvement réel, la pratique politique quotidienne qui abolissent, par sa transformation, l'état actuel des rapports sociaux de production et de propriété. Cette transition doit être le moment de la réappropriation par l'homme de ses conditions d'existence, à commencer par ses conditions de production. Ce n'est donc pas un but en tant que tel, c'est un processus d'émancipation.

Il faut rompre avec à la fois avec la conception d'un monde où l'homme serait extérieur à la nature et l'exploite, et une vulgate marxiste qui a une conception des hommes et de la nature instrumentaliste. Les deux se rejoignent dans cette conception paradoxale de l'homme qui serait différent de la nature. L'affirmation de notre liberté et donc de la nécessaire réappropriation des moyens de celle-ci implique de se réapproprier notre fondement « naturel », non pas comme une dimension externe à notre humanité, mais comme l'expression même de notre essence humaine qui est celle de l'ensemble des rapports sociaux dans lesquels nous sommes inscrits et que nous produisons. Il nous appartient alors de nous réapproprier notre nature. « *Si l'essence des individus n'est pas autre chose que l'activité même ou la puissance d'agir qu'ils expriment dans l'élément des rapports productifs qu'ils nouent les uns avec les autres, et si ces individus ne se peuvent concevoir autrement que comme des parties de la nature, alors leur propre activité productive n'est pas autre chose en son essence que l'activité même de la nature ou l'activité de la nature elle-même* » (Fischbach, 2014 : 147). Autrement dit, il s'agit de redéfinir notre relation à la nature non en terme d'extériorité mais de « rapport social » constituant notre projet collectif citoyen car « *la société est l'unité même de la nature et de l'histoire (...) qu'à*

la condition de comprendre que le rapport humain à la nature est toujours un rapport social et que la nature n'existe pour les hommes que par l'intermédiaire de l'activité sociale par laquelle ils se l'approprient et la transforment» (idem : 129). Il s'agit donc bien de définir les conditions de cette appropriation et du régime institutionnel de propriété dans lequel elle doit s'exercer. Comme le dit Fischbach « *le travail qui est à abolir, c'est le travail qui, comme travail productif [est] enrôlé dans le procès de valorisation du capital (...). Mais comme l'avait déjà aperçu Walter Benjamin, cette abolition est à accomplir au profit 'd'une forme de travail qui, loin d'exploiter la nature, est en mesure de l'accoucher des créations virtuelles qui sommeillent en son sein'* » (Fischbach, 2011 :134). Ainsi plutôt que de voir dans la transition écologique une exigence extérieure, il s'agit de la concevoir comme le processus d'accomplissement de nouveaux rapports sociaux appelés par notre qualité d'être humain partie prenante de la nature.

Cette émancipation doit s'appuyer sur des institutions collectives de gestion des ressources et sur une gouvernance tenant compte de toutes les voix. Pour ce faire, les outils existent à la fois juridique (les Sociétés coopératives et de participation, les Sociétés coopératives d'intérêt collectif par exemple) mais aussi théorique avec les travaux de Elinor Ostrom sur les institutions de gestion collective de ressources (2010).

La coopération qui doit être au cœur du nouveau modèle de croissance, peut-être non contrainte mais au contraire recherchée pour ce qu'elle est : l'expression d'une solidarité en vue de buts communs (Dardot, Laval, 2014: 152-153) dans la mesure où « *la solidarité en économie [devrait reposer] sur un projet tout à la fois économique, politique et social, qui entraîne une nouvelle manière de faire de la politique et d'établir des relations humaines, sur la base du consensus et de l'agir citoyen* » (Mayer et Caldier, 2007: 102).

Cette solidarité pourrait être celle des usages coordonnés par la médiation du projet collectif élaboré à l'aide de règles appropriables par tous. Il y a sans doute là l'émergence d'une possibilité de contester que « *la valeur marchande supplante la valeur de créativité individuelle ; si la seconde sert à accroître la première, c'est le marché plutôt que l'individu qui s'impose* » (Marcuse, 1971, pp.186-187).

Pour ce faire il faut inscrire la transition écologique dans un double mouvement de construction d'actions collectives localisées à travers l'identification de buts communs faisant écho aux ressources à gérer en commun, mais aussi globales c'est-à-dire s'exprimant aux différents niveaux de représentations citoyennes de manières coordonnées. En particulier, il faut veiller à l'articulation des ces deux dimensions de l'action collective selon des principes communs à partir de dispositifs de choix collectifs permettant aux membres de « *participer régulièrement aux instances chargées de modifier les règles* » (Dardot, Laval, 2014: 150). Ce faisant, c'est insister sur une forme de gouvernance qui donne la priorité à l'humain par rapport au capital car « *s'il est vrai que la liberté ne peut pas s'organiser, les conditions matérielles, techniques (et peut-être intellectuelles) de la liberté exigent une organisation* » (Marcuse, 1971: 202).

Bibliographie

Cecconi O. (1983), *Désir et Pouvoir*, Presse Universitaire de Lyon–AEH.

Dardot P., Laval C., 2014, *Commun*, La Découverte, Paris.

Fischbach F., 2011, *La privation de monde, temps, espace, capital*, Librairie Philosophique J . Vrin, Paris.

Fischbach F., 2014, *La production des hommes, Marx avec Spinoza*, Librairie Philosophique J . Vrin, Paris.

Marcuse H., 1971, *Pour une théorie critique de la société*, Denoël, Médiations, Paris.

Mayer S. et Caldier J.- P., 2007, *Le guide de l'économie équitable*. Fondation Gabriel Péri, Paris.

Meiksins-Wood, E. 2009. *L'origine du capitalisme*. Québec : Lux/Humanités.

Ostrom E., 2010, *Gouvernance des biens communs*, De Boeck, Bruxelles.

Ricœur P., 1997, *L'idéologie et l'utopie*, Seuil Essais, Paris.